



Accord sur l'électricité: mettons les choses au clair!

OPINION

Notre pays se retrouve de plus en plus mis à l'écart des mécanismes qui forgent le marché de l'électricité européen. Les bénéfices qu'en tire l'Union européenne se font aux dépens de la Suisse. De plus, les derniers développements mettent en péril la stabilité du réseau suisse. Seul un accord sur l'électricité avec l'Union européenne pourrait remédier à cette situation. Il est plus que temps d'en débattre en connaissance de cause.

De par sa situation géographique au cœur de l'Europe, la Suisse est une plaque tournante de l'électricité. Elle dispose de 41 points d'interconnexion avec ses voisins – c'est plus que n'importe quel autre pays du monde. Le courant électrique qui transite chaque année par notre réseau dépasse notre consommation nationale. Malgré cette position centrale, la Suisse devient de plus en plus un trou noir sur la carte européenne de l'électricité.

Paradoxe: bien que la Suisse ait fondé le réseau interconnecté européen par la réunion des réseaux de transport allemand, français et suisse à l'«étoile de Laufenbourg» en 1958, elle n'a plus le droit de participer à tous les mécanismes de marché européens. Il en résulte notamment que le réseau suisse n'est plus correctement pris en compte dans le calcul des capacités de réseau transfrontalières. Conséquence: notre réseau est de plus en plus encombré par des flux de courant imprévus et aléatoires, ce qui représente un danger croissant pour la stabilité du système.

Afin de préserver l'équilibre dans le réseau, Swissgrid, l'entreprise responsable du réseau national, doit intervenir

de manière inopinée dans l'exploitation des centrales de production suisses. En clair: la Suisse assume l'équilibre physique du réseau européen interconnecté sans pour autant être rémunérée de manière appropriée. Ces interventions au service de l'ensemble du système européen ont des coûts – à charge des consommateurs suisses. En outre, Swissgrid doit ponctuellement puiser dans notre précieuse force hydraulique qui risque alors

Notre réseau est de plus en plus encombré par des flux de courant imprévus et aléatoires, ce qui représente un danger croissant pour la stabilité du système

de manquer dans les situations critiques.

Les mécanismes de marché européens apportent certes des gains d'efficacité aux pays qui y participent. Néanmoins, ces bénéfices se font actuellement aux dépens de la Suisse. Cette situation est appelée à empirer avec la poursuite de la consolidation du marché européen, physique et commercial.

Au vu de cette détérioration insidieuse de la situation, il est plus que jamais nécessaire de clarifier la relation Suisse-

UE dans le secteur électrique. La stabilité de notre réseau de transport ne peut être assurée que dans un contexte européen. Cette clarification est donc une réelle nécessité, car la stabilité de notre réseau est dans l'intérêt de l'ensemble du système et de la place économique suisse. Seul un accord sectoriel avec l'UE permettrait à la Suisse de regagner la souveraineté sur son réseau et de mettre un terme à la mise en péril – inutile – de la stabilité du réseau et, de ce fait, de la sécurité d'approvisionnement. L'intégration dans le marché européen permettrait enfin à la Suisse de mettre pleinement à profit sa force hydraulique. Celle-ci est un véritable atout en termes de flexibilité pour compenser les énergies renouvelables fluctuantes.

Un tel accord aurait néanmoins un prix, tant pour la branche électrique que pour la Suisse dans son ensemble. Ainsi, les règles relatives aux aides d'Etat sont particulièrement susceptibles de faire mouser les esprits. Or, une appréciation sérieuse n'est possible que sur la base du texte de l'accord. L'heure est venue de jouer cartes sur table. Il est plus que temps de mener la discussion. La vraie question n'est pas: «Devrions-nous adhérer à l'Europe électrique interconnectée?» Mais: «Quelles sont les conséquences d'en être exclus?» ■

MICHAEL WIDER
PRÉSIDENT DE
L'ASSOCIATION
DES ENTREPRISES
ÉLECTRIQUES SUISSES (AES)

